



[Christian Chavagneux](#) Editorialiste

## Taxer les gagnants de la crise

01 04 2021

La doxa fiscale est en train de changer et la France d'Emmanuel Macron passe, encore une fois, à côté du train. Il faut dire que le débat sur les nécessaires hausses d'impôts provient de deux pays assez inattendus : les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Le président démocrate Joe Biden veut augmenter l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales des plus riches américains, qui gagnent plus de 400 000 dollars (332 000 euros) de revenu, ainsi que l'imposition des gains en capital pour ceux qui touchent plus de 1 million de dollars de rentes financières.

Il entend également accroître le taux d'imposition des bénéfices des entreprises de 21 % à 28 %, ce qui, soit dit en passant, le placerait en 2021 au-dessus du taux français (26,5 %, 27,5 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros). Une pierre jetée dans le jardin de la com' du Medef !

Le choix politique du locataire de la Maison Blanche est guidé autant par la nécessité de lutter contre l'immense hausse des inégalités dans le pays qu'à contribuer au financement de son plan de soutien à l'économie. L'objectif est d'agir contre les effets de la pandémie et de financer son projet de forte augmentation des investissements publics.

Bref, l'avenir des Etats-Unis passe par une taxation accrue des plus riches et des entreprises.

Bien qu'il soit membre d'un gouvernement conservateur, le ministre des Finances britannique, Rishi Sunak, est sur la même longueur d'onde. Il affiche de son côté un objectif purement budgétaire de court terme : il veut faire entrer de l'argent dans les caisses pour payer le coût de la crise. Le 3 mars, lors de la présentation du nouveau budget du pays, [il a annoncé](#) une hausse du taux d'imposition des entreprises de 19 % à 25 %.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, la France a fait le choix inverse : baisse de l'impôt sur la fortune, baisse de taxation des gains en capital, baisse du taux d'imposition des sociétés.

La pandémie et son coût budgétaire faramineux n'y ont rien changé. Le grand prêtre des finances publiques Bruno Le Maire répète quotidiennement son mantra « *pas de hausse d'impôts* », ni pour les plus riches, ni pour les entreprises [dopées aux niches fiscales](#) et pour lesquelles [il a même fait voter une baisse des impôts de production de 10 milliards d'euros par an](#), autant de recettes fiscales perdues en pleine crise.

## Les mauvaises raisons d'une taxe

Face au mur gouvernemental antifiscal français, le débat s'est déplacé vers la possibilité de taxer le surcroît d'épargne accumulé par les ménages durant la pandémie. [Selon l'Insee](#), leur taux d'épargne est passé de 14,9 % en 2019 à 21,3 % l'an dernier, et leur taux d'épargne financière (l'épargne hors logement) a réalisé un bond de 4,6 % à 12,1 %.

[Le Conseil d'analyse économique a montré](#) que 70 % de ce surcroît d'épargne a été le fait des 20 % des ménages les plus riches, tandis que les 20 % les plus pauvres ont dû puiser dans leurs économies pour faire face à la crise. En clair, la pandémie a accru les inégalités. D'où le débat récent : ne faudrait-il pas taxer cette épargne ?

Il y aurait de mauvaises raisons de le faire. La première serait de croire que cet argent reste sous les matelas et n'est pas utilisé. Or, [l'argent ne dort jamais](#). Qu'il soit sur les comptes courants, les comptes d'épargne ou transformé en assurance-vie, il sert de ressources aux banques et aux compagnies d'assurances, en partie pour acheter de la dette publique française d'ailleurs.

Une deuxième mauvaise raison serait justement de faire peur sur le niveau de cette dette publique. Celle-ci est financée à des taux d'intérêt négatifs et [le coût va rester bas pendant un moment](#). Il n'y a pas de nécessité budgétaire en la matière, même si cela permettrait d'aider à contenir la montée de la dette.

La troisième mauvaise raison serait de vouloir taxer tous les 20 % les plus riches. [Une étude de la Banque de France](#) vient de confirmer que les trois quarts de cette épargne tiennent à l'impossibilité de consommer et seulement, lors du premier confinement, à un quart pour un motif de précaution. Cela signifie que lorsque la vaccination sera généralisée et les activités de loisirs à nouveau ouvertes, une partie de cette épargne, celle des classes moyennes supérieures, reviendra fortement en consommation. D'où [le refus de cette taxation par des économistes keynésiens](#).

## Les bonnes raisons d'une taxe

Reste une ultime raison : la justice sociale. Comment accepter sans sourciller qu'une pandémie se traduise, sans réaction politique, par un accroissement des inégalités ? La réponse pourrait prendre la forme d'une taxe exceptionnelle, par exemple de 5 % sur le patrimoine des [5 % les plus aisés qui détiennent à eux seuls un tiers du total](#). De quoi ramener de l'ordre de 240 milliards d'euros, on joue dans la cour des grands sur le plan budgétaire.

Les opposants au principe même d'une telle taxation ne manquent pas (impact sur la consommation, sur les ventes d'actifs nécessaires pour payer la taxe, instruments juridiques, etc.) mais de telles mesures ayant déjà été prises, [l'histoire permet d'apporter des réponses](#).

Et les ménages ne devraient pas être les seuls concernés. Les deux guerres mondiales ont été suivies par la création de taxes sur les « profits excessifs » liés au conflit. Les secteurs qui ont surperformé

grâce à la pandémie (tech, ventes en ligne...) devraient être mis à contribution exceptionnelle pour aider les autres, éviter les faillites et sauver les emplois. Surtout lorsque la hausse faramineuse des profits résulte très majoritairement de l'argent public, comme pour les laboratoires pharmaceutiques.

Justice sociale et partage des surprofits devraient guider la politique fiscale. Il ne s'agit pas de « taxer les riches » mais les gagnants d'une pandémie mondiale, comme ceux d'une guerre mondiale. On ne s'enrichit pas sur la maladie et la mort des gens. Cela n'a rien de spoliateur. C'est, au contraire, rétablir un juste équilibre social et démocratique. Une préoccupation malheureusement très lointaine de nos dirigeants.